



## Un Budget 2020 inique

Mémo N° 15

### Se serrer la ceinture jusqu'à l'asphyxie...

Le gouvernement est à la recherche de 3 milliards d'euros pour boucler son budget 2020. C'est que l'équation est difficile pour le gouvernement : comment maintenir idéologiquement le déficit public à un niveau faible quand « en même temps » on offre sous forme de cadeaux fiscaux des dizaines de milliards au capital et à ceux qui le détiennent ? La solution à cette équation ? Elle ne vous surprendra pas ; c'est à la sphère dite « sociale » de se serrer la ceinture. Comprenez : aux plus pauvres et aux plus fragiles de porter les efforts budgétaires, avec des mesures attendues concernant notamment l'assurance-maladie (en réduisant l'indemnisation de certaines prestations et le budget de la santé). Ce sont, comme d'ordinaire, les classes populaires qu'on asphyxie. Il y aurait pourtant une autre solution très simple pour récupérer ces 3 milliards manquants : **rétablir l'ISF, supprimé contre toute logique économique et sociale, dont le coût pour les finances publiques s'élève justement à... 3 milliards d'euros.**

### ...pendant que le capital gonfle

Du côté du capital, on peut souffler. L'impôt sur les sociétés devrait être diminué de 2 à 3 points en fonction du chiffre d'affaire des entreprises. L'objectif est de le ramener à 25% contre 33% actuellement d'ici la fin du quinquennat, soit un nouveau cadeau de quelques dizaines de milliards d'euros.<sup>1</sup>

Rien à attendre non plus du côté des niches fiscales ; un modeste rabet de 615 millions d'euros est à prévoir notamment sur le gazole non routier, soit à peine **0.6% du montant total officiel des niches fiscales...** dérisoire. Ce que nous appelons le « coût fiscal du capital » continue d'exploser, avec pour seule efficacité d'enrichir ceux qui sont déjà riches, sans aucun impact sur l'emploi ou la croissance.

### L'urgence d'une autre politique économique

Les cadeaux au capital et l'asphyxie sociale sont les deux faces d'une même pièce : celle de l'austérité et des mesures dites « structurelles ».<sup>2</sup> Ces recettes s'inscrivent dans la grande tradition néolibérale initiée dans les années 1980. Qu'elles n'aient conduit à rien d'autre que l'explosion des inégalités, la paupérisation d'une

<sup>1</sup> <https://www.mediapart.fr/journal/france/120719/le-budget-2020-va-reduire-les-impots-et-augmenter-les-inegalites>

<sup>2</sup> Schématiquement, les politiques structurelles reposent sur l'idée que l'objectif des politiques économiques doit être de laisser le marché se réguler. Il faut ainsi diminuer les impôts, flexibiliser le travail, déréguler l'économie.

## Mémo du Pôle Eco

partie croissante de la population et l'atonie structurelle de la croissance ne change rien pour nos dirigeants. Que la quasi-totalité des économistes (dont l'ancien directeur du FMI, Olivier Blanchard) estiment désormais qu'il faut effectivement « relâcher la pression budgétaire », c'est-à-dire effectuer les investissements productifs nécessaires au développement économique (notamment dans la transition écologique), ne semble pas non plus entraver la logique mortifère du gouvernement pour le budget 2020. Les alternatives existent pour autant, et elles sont de plus en plus partagées.

- Il faut en finir avec les cadeaux fiscaux inefficaces (CICE et CIR au premier chef) et entreprendre un vaste programme d'investissement industriel et productif. Il est incompréhensible que l'Etat ne s'endette pas d'avantage alors que les **taux d'intérêts sur la dette publique tendent aujourd'hui vers 0**. En s'endettant d'avantage à de pareils taux, l'Etat ferait **littéralement dégonfler sa dette en pourcentage du PIB**. Ne pas s'endetter aujourd'hui révèle deux choses au choix : soit la grande incompétence des dirigeants, soit l'aveuglement idéologique.
- Il faut en finir avec les cadeaux aux plus riches et utiliser cet argent pour financer la solidarité nationale. Doubler le RSA par exemple ne **coûterait que 10 milliards aux finances publiques**. Et c'est sans compter les effets positifs sur la croissance de cette hausse du pouvoir d'achat des plus précaires. C'est un demi CICE. Il ne manque que la volonté politique.

Ce dont nous avons cruellement besoin c'est d'un budget à la hauteur de trois points majeurs pour notre économie :

1. Un budget de relance de l'activité économique et justice sociale
2. Un budget permettant de faire face à l'instabilité financière qui trouve en partie ses racines dans l'austérité
3. Un budget pour faire face à la crise climatique qui s'accélère

Le budget inique présenté par le gouvernement n'est à la hauteur d'aucun de ces enjeux.

Montreuil, le 30/07/2019